

Pour choisir nos élus locaux, organisons (d'abord) des élections sans candidats !

8



En France, les élus locaux sont au bord du burn out. On nous annonce même [une pénurie de candidats pour les élections municipales de 2020](#). Et si cette crise des vocations était l'occasion de (re)définir collectivement ce qu'on attend de nos élus locaux ? Pour tenter de répondre à cette question, Manon Loisel, de la coopérative conseil ACADIE, et Nicolas Rio, fondateur de l'agence Partie Prenante, qui oeuvrent tous les deux sur l'ensemble des politiques publiques à dimension territoriale, détaillent le mode d'emploi d'une élection sans candidat.

À quoi servent nos élus locaux ?

Si notre démocratie locale est en crise, c'est qu'elle ne parvient pas (ou plus) à penser la place de l'élu local. C'est l'hypothèse que nous formulions pour la revue [Horizons Publics](#) en février 2019. Les citoyens sont invités à en élire tous les six ans sur la base de leur étiquette politique et/ou de leur programme, mais ils sont rarement associés à la définition de leur fonction. Comme si ce rôle était intemporel et indiscutable, alors que tout le reste de la société se transforme : l'action publique, les modes de vie, les problèmes à résoudre, etc. Les élus se retrouvent pris en étau entre une technicisation de l'action publique et le désamour de citoyens qui ne se sentent plus représentés par leurs édiles. Faute de s'être mis d'accord sur leur mission, les citoyens attendent des élus

tout et son contraire : ils doivent agir à court terme tout en portant une vision du territoire à long terme, être à l'écoute des citoyens et maîtriser les sujets techniques, améliorer la qualité des services publics et réduire les dépenses de la collectivité...

La fiche de poste importe autant que le titulaire, comme dirait tout bon manager

Pour dépasser cette impasse, il nous semble indispensable de questionner le « quoi ? » plutôt que le « qui ? ». Avant de choisir le meilleur candidat lors des élections municipales de 2020, prenons le temps d'explicitier collectivement ce qu'on attend de nos élus locaux. La fiche de poste importe autant que le titulaire, comme dirait tout bon manager.

Pour cela, nous proposons de s'inspirer des apports de la sociocratie, qui permet à une organisation, quelle que soit sa taille, de fonctionner efficacement selon un mode auto-organisé caractérisé par des prises de décision distribuées sur l'ensemble de la structure. Ce mode de gouvernance partagée invite à dépasser l'affrontement entre démocratie participative et démocratie représentative. Le but n'est pas de se passer d'élus, mais d'associer les citoyens à la définition de leur fonction.



C'est tout l'intérêt du principe de l'élection sans candidat, mobilisée notamment par l'[Université du Nous](#). Cette méthode inverse le processus traditionnel : la campagne électorale se déroule avant la désignation des candidats, pour s'assurer que la mandat prime sur celui qui l'occupe. En mettant l'accent sur la construction collectiviste de la fiche de poste, cette démarche peut susciter des vocations. Elle permettrait surtout à chacun de nous de reprendre le pouvoir sur l'action politique local.

Voici donc les quatre étapes à respecter pour organiser une élection sans candidats, et quelques conseils pratiques pour se jeter à l'eau, à partir d'une première [expérimentation](#) menée le 15 mai aux Halles Civiques.

Étape 0 / « Ni pour ni contre » : poser le ton pour sortir du face à face

Pour que l'élection sans candidat fonctionne, il faut d'abord sortir de l'opposition frontale entre élus et citoyens. Le ton est volontairement a-partisan et dépassionné, sans pour autant être dépolitisé : bien au contraire ! La mission confiée à nos élus locaux nous concerne tous. C'est bien parce que les élus ne peuvent pas tout mais ont un rôle à jouer qu'il nous faut délibérer sur ce qu'on attend précisément d'eux.

Le but ?

Dépasser les rengaines habituelles. « Tous pourris », disent les citoyens mécontents. « Dans notre société individualiste et consumériste, plus personne ne se préoccupe de l'intérêt général », répondent des élus démunis. Ce dialogue de sourds, source de blocage, finit par être performatif. Plutôt que de chercher le coupable (« C'est la faute des citoyens » versus « C'est la faute des élus »), essayons d'assumer ensemble la responsabilité collective consistant à définir le mandat donné aux élus locaux.

1/ Faut qu'on parle : se réunir pour confronter les points de vue

La sociocratie se pratique en groupe. En fonction de la taille des communes, il n'est pas toujours possible de réunir l'ensemble des citoyens concernés. D'autant que les acteurs du territoire ne se limitent pas à ses habitants/électeurs : certains ne votent pas, d'autres ne font qu'y dormir. La société locale désigne aussi tous ceux qui y passent quotidiennement ou plus ponctuellement : le monde associatif, les agents de la collectivité, les porteurs de projets, etc.

Plutôt que de chercher une représentativité impossible, l'objectif est plutôt de rassembler un groupe consistant, suffisamment en confiance pour pouvoir s'écouter mutuellement... Cela peut se faire à l'échelle d'un quartier (comme la soirée débat organisée par ACADIE le 3 juillet dans le quartier Recouvrance à Brest, avec l'association [Coucou Recou](#)), à partir d'un public spécifique dont les attentes ne sont pas assez entendues - les jeunes, les migrants - ou à partir

d'une problématique spécifique (ce qu'on vous propose à la Base le 16 juillet 2019 à 18h30 autour du défi climatique). S'appuyer sur un collectif déjà structuré facilite l'organisation et la mobilisation des participants.

Le but ?

Engager une discussion collective sur la place et le rôle qu'on assigne aux élus locaux, afin de souligner les différences (« On n'en attend pas tous la même chose ») et de faire émerger des dénominateurs communs. Plus on pourra multiplier ces élections sans candidats, plus on aura une vision claire de l'utilité (potentielle) de nos élus dans la démocratie locale.

2 / « Tous les élus de ma vie... » : regarder en arrière pour mieux cerner l'impact des élus locaux dans notre vie quotidienne

Le monde se décompose en deux catégories de personnes : celles qui se débrouillent très bien sans les élus et celles qui fondent tous leurs espoirs sur l'action politique locale (la première catégorie est clairement majoritaire). Mais en réalité, les choses sont plus complexes...

Le premier atelier consiste à repérer la place des élus dans la vie des participants. À quand remonte la dernière fois que j'ai été en contact avec un.e élu.e local.e ou impacté par sa décision ? Quel élu et pourquoi ? Les réponses sont variables : solliciter une subvention, s'opposer à un projet urbain, négocier une place en crèche, signaler une anomalie ou dénoncer une injustice... Ces réponses montrent qu'on cumule bien souvent plusieurs casquettes, et que celle de l'habitant/électeur n'en est qu'une parmi d'autres (usager, parent, militant associatif, propriétaire immobilier, bénéficiaires de prestations sociales, etc).

Le but ?

Souligner la diversité de nos besoins d'élus. Il s'agit de prendre conscience que l'action politique locale continue à avoir prise sur notre quotidien, même si ce n'est pas toujours dans le sens que l'on souhaiterait. Cela permet aussi de préciser ce qui relève des élus ou de l'administration.

Cet exercice démontre aussi que notre besoin d'élus ne se limite pas au maire de notre commune de résidence, mais convoque d'autres élus sur lesquels on souhaite aussi avoir de l'influence. L'élection sans candidat vise ainsi à dépasser le cadre étriqué des élections municipales, alors qu'on passe notre quotidien à sortir des frontières communales.

3/ « I need you and you need me » : regarder en avant pour définir ce qu'on attend collectivement de nos élus

Le deuxième atelier de l'élection sans candidat vise à compléter l'affirmation suivante : « Je considère que mon élu aura rempli sa mission si... ». Quelles sont les finalités qu'on donne à l'action politique locale ? Et parmi elles, qu'est-ce qui relève spécifiquement des élus ?

Chaque participant est d'abord invité à y répondre individuellement ou en binôme. Puis ces attentes sont mises en commun collectivement, pour en souligner la diversité et identifier celles qui reviennent avec force. Quelles sont les attentes jugées prioritaires par le groupe ? Et si on devait se limiter à trois ou quatre (rappelons-le : un élu local ne peut pas tout), comment les formuler ?

Pour répondre à cette question, cela suppose aussi de bien cerner le contexte local. En effet, le « besoin d'élus » varie selon les territoires, leurs histoires politiques et les préoccupations de leurs occupants. Il nécessite d'être défini « ici et maintenant ». Le quartier est-il en train d'être gentrifié ou de se paupériser ? La problématique abordée est-elle au cœur des politiques déjà menées ou en dehors du radar de l'action publique ? La dynamique du territoire est-elle en panne ou en plein renouvellement d'énergie citoyenne ?

Le but ?

Ajuster au mieux la fiche de poste des élus locaux avec les besoins effectifs du territoire et de ses occupants. Formuler des critères d'évaluation sur le rôle des élus permet de dépasser les limites des promesses électorales thématiques, qui portent en réalité sur l'action publique dans son ensemble. Se mettre d'accord sur les besoins, c'est aussi éviter que les élus ne se méprennent sur ce qu'on attend d'eux... ou pas ! Les élus ont parfois tendance à surestimer leur mission, ou à se la laisser dicter par un petit nombre d'acteurs dont les attentes ne sont pas forcément partagées.

4/ Speed-dating : mettre en discussion la fiche de poste avec les candidats

La dernière étape consiste à confronter les attentes des acteurs du territoire avec ceux qui prétendent y répondre. Elle a lieu plusieurs semaines après, pour laisser le temps aux candidats de prendre connaissance de cette « fiche de poste » collective. Sont-ils en phase avec les besoins exprimés ? Au-delà de leur programme, quelle est leur vision du rôle de l'élu et de son rapport avec les habitants et autres acteurs du territoire ?

Le but ?

Dépassionner le débat ne veut pas dire le dépolitiser. Et une même « fiche de poste » peut être interprétée différemment selon les candidats, leur vision

politique et leur histoire personnelle. Questionner le partage des rôles entre les élus locaux, l'administration et les autres acteurs de l'action collective vise à souligner les espaces de choix qui restent à la disposition du politique.

Ciblé sur la fonction d'élu.e local.e, ce débat électoral peut être l'occasion pour la population d'obtenir des engagements des candidats sur la façon dont ils occuperont leur mandat. On pourrait même imaginer une séance à mi-mandat, qui reparte des attentes de la population plutôt que du bilan de la majorité.

Le renouvellement des élus municipaux constitue l'occasion idéale pour questionner ce que nous attendons collectivement de ceux qui seront désignés en 2020. Profitons des quelques mois qui nous restent avant que la campagne ne commence pour multiplier les élections sans candidats. Si la démarche vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter (loisel@acadie-cooperative.org / nicolas.rio@partieprenante.com) et à participer à l'atelier que nous organisons le 16 juillet à 18h30 à la Base (Paris) : « Face au défi écologique, de quels élus locaux avons-nous besoin ? »

SUR LE MÊME SUJET :

- > [Démocratie : changer les règles du jeu](#)
- > [« La démocratie n'existe pas, c'est un principe vers lequel on tend »](#)
- > [Faut-il supprimer les élections ?](#)
- > [« Il faut recréer la capacité pour les citoyens de délibérer ensemble »](#)
- > [« S'il est bien encadré, le RIC pourrait revivifier la vie politique »](#)

Manon Loisel & Nicolas Rio

Manon Loisel est consultante en stratégies territoriales, co-gérante de la Coopérative Acadie. Elle est aussi maître de conférence associée au CNAM (Chaire Territoires) et enseignante à l'Ecole Urbaine de Sciences Po. Nicolas Rio est chercheur en science politique et consultant en stratégies territoriales. Il a fondé l'agence Partie Prenante, qui accompagne les collectivités et les acteurs urbains dans leurs réflexions prospectives. Enseignant à l'Ecole Urbaine de Sciences Po, il s'intéresse aux mutations de l'action collective locale et des politiques publiques.